

Rencontre du réseau RAPPEL

6 novembre 2025

Plénière thématique :

“La précarité énergétique, une affaire de genre ?”



Barbara Nicoloso
Directrice de Virage Énergie

Bonjour à toutes et tous, et merci au RAPPEL de m'avoir invitée pour parler de la précarité énergétique sous le prisme du genre. Je suis la Directrice de Virage Énergie, association membre du réseau Cler et spécialisée dans la prospective énergétique et sociétale, et qui s'efforce d'imaginer ce que serait une société sobre en énergie et en ressources naturelles qui dépendrait uniquement des énergies renouvelables. À ce titre, nous nous intéressons beaucoup à l'énergie vue depuis les sciences humaines et sociales, sans oublier les dimensions de l'imaginaire et du récit.

Virage Énergie coanime aussi aux côtés du réseau Cler le réseau Sobriété, qui est financé par l'ADEME et qui vise à rechercher de quelle façon la sobriété peut s'incarner à travers un certain nombre de thématiques telles que la mobilité, l'habitat, les paysages ou encore le tourisme. Tout le monde peut rejoindre ce réseau.

Depuis deux ans environ, je m'intéresse aux relations entre les inégalités de genre et la transition énergétique. À ce sujet, on s'aperçoit en particulier que les politiques publiques de l'énergie menées en France et en Europe, qui sont d'inspiration universaliste, ne sont pas neutres quant à ce genre d'inégalités, alors que la transition énergétique ne peut réussir à l'avenir que si elle s'avère juste du point de vue social, y compris en termes d'égalité entre les genres.

En 2023, nous avons été sollicités par la Green European Foundation, une fondation politique européenne qui s'intéresse à la façon de mettre en place une transition écologique et inclusive, pour explorer la question qui nous réunit aujourd'hui. Pendant deux ans, nous avons rencontré des expert·es, des élu·es et des chercheur·euses, et nous sommes rendu compte que la question des liens entre énergie et genre avait été jusqu'ici très peu explorée.

Toujours depuis deux ans, nous nous intéressons à la transition juste et inclusive, et avons eu l'occasion de travailler avec l'Institut Négawatt pour accompagner le service Bâtiment de l'ADEME, qui se demandait comment faire en sorte que la transition énergétique soit la plus juste et la plus inclusive possible dans ce secteur.

Ces différents travaux permettent de présenter ce jour un premier état de lieux en ce qui concerne les inégalités de genre dans le cadre de la transition énergétique, et ont débouché notamment sur la publication du petit livre intitulé *Gender power*, dont je suis l'autrice, et dont disposeront les participants à l'atelier 1 de cet après-midi.

Au niveau international, il existe un cadre de réflexion qui intègre à la fois les changements de la production des énergies et la lutte contre la précarité, ceci pour limiter l'impact de l'humanité sur les limites planétaires tout en satisfaisant les besoins fondamentaux de l'ensemble des êtres humains. **Cette logique de transition écologique juste est celle des objectifs de développement durable de l'ONU** et est également reprise notamment aussi à travers les principes de la Doughnut Economy de l'économiste Kate Raworth.

Cette réflexion internationale intègre bien entendu la nécessité de l'accès pour tous aux ressources naturelles, mais aussi de besoins plus sociaux tels que l'égalité des sexes et l'équité sociale. De son côté, **l'Accord de Paris mentionne que la lutte contre le changement climatique doit notamment contribuer à réduire les inégalités économiques et de genre**, et cette logique est **également reprise par le cadre européen**.

En ce qui la concerne, la notion de genre renvoie à une convention de catégorisation binaire (masculin/féminin) qui met en place une différenciation sociale culturellement apprise mais calquée sur une différenciation biologique, celle de l'appareil reproducteur (« mâle » et « femelle »). Bien que certaines personnes ne se retrouvent pas dans cette convention, je ne parlerai aujourd'hui que de la construction sociale distinguant les femmes et les hommes.

De leur côté, **les inégalités de genre regroupent l'ensemble des disparités sociales, économiques, culturelles et juridiques qui défavorisent un sexe par rapport à un autre**, et en l'occurrence les femmes. Elles coexistent avec d'autres inégalités structurelles comme la classe sociale, l'origine ethnique, la nationalité, la santé, l'orientation sexuelle, l'âge et le lieu d'habitation. On parle **d'intersectionnalité** lorsqu'une personne cumule différents handicaps provenant de son appartenance à plusieurs de ces spécificités, concept développé par la juriste américaine Kimberlé

Crenshaw.

Une autre notion clé est celle du **patriarcat, forme d'organisation sociale prédominante** dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille par rapport à la femme.

Quelles sont les grandes inégalités sociales en matière de genre ? Tout d'abord, les femmes ne sont pas une minorité, puisqu'elles représentent en France 51 % de la population. Pourtant, elles sont moins nombreuses à travailler que les hommes, avec les **inégalités d'accès aux revenus** que cela occasionne, et leurs revenus sont inférieurs à ceux des hommes, y compris à poste égal. Les femmes sont aussi **plus nombreuses à occuper des postes à temps partiel**, bien qu'elles soient en moyenne plus diplômées que les hommes.

En moyenne, les femmes sont moins riches que les hommes, à la fois en raison des écarts de revenus et des modalités de répartition des ressources au sein des foyers, mais aussi en raison d'inégalités observées lors des successions et lors de la rupture des couples : globalement, les hommes investissent davantage dans la constitution du capital, là où les femmes assurent en moyenne plutôt les dépenses courantes. Ces inégalités sont renforcées par l'attitude des mondes de la banque et de l'assurance, qui considèrent que les femmes présentent une aversion au risque et les orientent donc moins vers les investissements les plus rentables.

Par conséquent, en France, **9,8 millions de personnes vivaient en 2023 sous le seuil de pauvreté monétaire, dont 60 % de femmes**. Cette pauvreté des femmes entraîne souvent la précarité énergétique, qui a par ailleurs tendance à s'aggraver du fait des évolutions actuelles et des crises récentes, ainsi qu'en raison du non-recours aux aides existantes.

Aux inégalités économiques s'ajoute l'inégale répartition des tâches au sein des foyers. Ainsi, en 2022, on dénombrait en France **1,9 million de familles monoparentales avec au moins un enfant mineur, dont 82 % avaient une femme à leur tête**, 70 % d'entre elles exerçant alors une activité professionnelle. De façon générale, les femmes s'occupent davantage des enfants et des personnes âgées, ce qui exerce sur elles de fortes pressions en ce qui concerne la gestion du temps et les responsabilités assumées.

Il faut aussi garder à l'esprit qu'**au quotidien, la gestion domestique de l'énergie repose en grande partie sur les femmes**, notamment dans les foyers les plus précaires. Il en va de même, et de façon souvent exacerbée, dans les pays les plus pauvres. De plus, les femmes sont plus souvent concernées que les hommes par des problèmes de santé, et en France, 56 % des personnes en situation de handicap âgées de seize ans ou plus sont des femmes, ce qui débouche notamment sur de plus grandes difficultés en ce qui concerne le logement, y compris du point de vue énergétique.

Le vieillissement de la population accentue ces différents phénomènes, puisqu'en France, à ce jour, **68 % des personnes âgées de plus de 85 ans sont des femmes**. Or, les personnes âgées sont plus vulnérables aux variations de température et peuvent rencontrer des difficultés pour accéder aux aides à la rénovation, alors même qu'elles passent plus de temps à leur domicile en moyenne et ont donc tendance à consommer davantage. Et en 2070, plus de cinq millions de Français seront âgés de plus de 85 ans, contre deux millions environ à ce jour, et ces tendances sont donc appelées à se développer si rien n'est fait.

Ces disparités sont amplifiées par les inégalités territoriales en termes de climat, de caractéristiques et d'équipement des logements, ainsi que d'efficacité de l'accompagnement vers la rénovation, alors que les villes sont plus exposées aux vagues de chaleur et que les territoires d'outre-mer posent des difficultés spécifiques en ce qui concerne la précarité énergétique et l'exposition aux risques climatiques.

Compte tenu de l'ensemble de ces facteurs, la précarité énergétique affecte les femmes, surtout les plus âgées, plus que les hommes : ainsi, **en 2022, dans l'Union européenne, 44 % des mères célibataires et 31 % des femmes célibataires déclaraient avoir des difficultés à payer les coûts de l'énergie**. Globalement, les femmes passent davantage de temps au sein du domicile que les hommes, et **étant plus souvent locataires que les hommes, elles ont moins accès aux aides à la rénovation**. Elles sont également davantage susceptibles de vivre dans des passoires énergétiques et des bouilloires thermiques.

Qui plus est, **les femmes sont sous-représentées dans les domaines de la politique ou de la recherche**. Ainsi, en 2022, les femmes représentaient en France 11,8 % des Présidents de Conseils communautaires, 20 % des Présidents de Conseils départementaux, 20 % des maires, 31,6 % des Présidents de régions et 36 % des parlementaires. **Ce sont donc principalement des hommes qui conçoivent les politiques de transition énergétique et de lutte contre la précarité énergétique**, et ils ne sont pas forcément formés au caractère avant tout féminin de la précarité sociale et aux biais sexistes en général, ce qui rejaillit sur les politiques publiques.

Les femmes sont également sous-représentées dans les métiers de la transition énergétique. Ainsi, dans le secteur des énergies fossiles, en 2021, on comptait seulement 22 % de femmes, pour 25 % dans le secteur du nucléaire et 32 % dans celui des énergies renouvelables. De plus, ces femmes travaillent surtout dans les fonctions dites de support et sont rarement des ingénieures et/ou des décideuses. Anne Lauvergeon (ex. Areva/Orano) et Catherine MacGregor (Engie) sont les exceptions qui confirment la règle. Et dans le secteur du bâtiment, on compte actuellement 12 % de femmes, dont 2 % sur les chantiers, la part des femmes dans les autres filières et secteurs liés à la transition énergétique n'étant pas connue.

Malheureusement, ces inégalités de genre sont amplifiées par la crise environnementale. **85 % des personnes qui meurent des conséquences d'une**

catastrophe naturelle d'origine climatique sont des femmes, tout comme 75 % des réfugiés environnementaux, et à l'échelle mondiale, **80 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté à l'échelle mondiale sont des femmes**.

En parallèle, les hommes, qui sont les plus riches, émettent plus de gaz à effet de serre que les femmes : ainsi, on observe en France une différence 26 % dans les émissions de gaz à effet de serre imputables à l'alimentation et la mobilité entre les hommes et les femmes. En moyenne, en particulier, les hommes achètent des voitures plus lourdes et consomment davantage de viande, et notamment de viande rouge.

Autre mauvaise nouvelle, depuis deux ans environ, la transition écologique juste est de plus en plus remise en question par des dirigeants tels que Donald Trump, et l'on observe une attaque contre les mouvements écologistes et un retour en arrière sur les droits humains, et notamment sur le droit des femmes. De plus, l'aide internationale au développement a fortement reculé, ce qui pèse sur les conditions de vie des femmes des pays pauvres, qui continuent souvent à cuisiner au bois sur des foyers ouverts, avec tous les risques sanitaires que cela implique.

À cet égard, Donald Trump est particulièrement intéressant, puisqu'il arrive à faire le lien entre une relance des énergies fossiles et des métaphores sexuelles plus que douteuses du genre « Drill, baby, drill » (« Fore, bébé, fore »), et de façon générale à proposer une réaffirmation du masculinisme mobilisant les thématiques de la puissance et de la performance. On assiste ainsi selon certains chercheurs à l'essor d'une **forme de pétro-masculinité** qui interroge les liens entre les énergies fossiles et le patriarcat, et par ricochet, les relations qui pourraient être établies entre énergies renouvelables et égalité entre les genres.

Dans ces conditions, que faire ? Il est d'abord possible de **réinterroger des normes de construction qui se disent universelles, mais qui ont en fait été pensées dès les années 1930 à partir d'un corps masculin idéal**, à l'exemple du fameux modulator de Le Corbusier.

Il est aussi possible de **questionner les normes thermiques**, puisque la perception du confort thermique n'est pas universelle. Pour des raisons biologiques, en particulier, **les femmes ont tendance à avoir plus froid et chaud que les hommes à la même température, ce qui questionne la norme de 19 °C** du plan de sobriété gouvernemental, et ces normes tendent donc à créer des inégalités. Dans un ordre d'idées proche, **la conception actuelle des appareils de climatisation est fondée sur des normes masculines**, ce qui pose en particulier des problèmes dans les EHPAD.

Plus généralement, la conception des objets et des espaces de la vie courante fait très souvent montre d'un biais masculin, ceci parce qu'ils sont conçus majoritairement par des hommes. Il est par exemple très difficile de trouver les selles de vélo qui correspondent à la morphologie féminine, ou encore des vêtements et des équipements de chantier adaptés aux femmes. Sans compter le fait que la plupart

des objets du quotidien souffrent d'un biais validiste alors que nous sommes tous susceptibles de souffrir un jour d'un ou de plusieurs handicaps.

Malheureusement, **les données disponibles en fonction des sexes sont encore rares, qu'il s'agisse d'études statistiques ou sociologiques, ou encore de rapports officiels**, et il est donc très difficile de produire des politiques publiques réellement adaptées aux différents genres. À ce sujet, un certain nombre de travaux ne sont en fait disponibles qu'en langue anglaise, donc très difficilement utilisables dans notre pays, et il faudrait donc pouvoir les traduire.

Dans ces conditions, il reste difficile de former des hommes à ce type de problématiques (d'autant qu'ils demeurent majoritaires parmi les décideurs), tout comme pour certaines femmes qui n'y sont pas toujours sensibilisées. C'est d'autant plus le cas que l'on assiste à un certain retour d'une internationale fasciste porteuse d'une vision rétrograde en ce qui les concerne.

De façon générale, face à ces difficultés, il faut **développer des politiques inclusives et massifier les initiatives favorables en ce sens**. Ainsi, en Isle-et-Villaine, les Compagnons bâtisseurs accompagnent des femmes locataires en situation de précarité pour réaliser des petits travaux dans leurs logements, ce qui permet de faire face à des situations d'urgence.

D'autres politiques devraient être adaptées. Il en va ainsi de l'éclairage nocturne de l'éclairage public, qui n'intègre pas à ce jour la perception de la nuit par les femmes, et plus généralement de l'attention à apporter en termes d'égalité en ce qui concerne les politiques de transition écologique : les métiers des énergies renouvelables devraient par exemple être plus inclusifs. Il faudrait aussi que les infrastructures de transport soient plus adaptées aux femmes, qui circulent moins en voiture que les hommes.

Globalement, il faut **faire en sorte que davantage de femmes soient en possibilité de gouverner afin de mettre en place des politiques plus inclusives, et donc développer la participation des femmes à la vie publique**. Il faut en particulier se soucier du mentorat et de l'accompagnement des filles et des jeunes filles vers des métiers que les femmes n'occupent encore que très peu, notamment vers des fonctions de techniciennes ou d'élues, et **viser la parité en termes politiques et médiatiques**.

Il convient enfin de mener un **travail d'ensemble contre les stéréotypes de genre**, notamment auprès des collectivités locales, afin de placer des femmes dans des postes techniques et des hommes dans des métiers sociaux, comme l'a fait la Métropole de Lyon.

Pour aller plus loin, quelques ressources écrites sont actuellement disponibles, telles qu'un rapport récent portant sur le corps des femmes dans les politiques publiques, un excellent rapport du CESE sur les inégalités de genre, la crise climatique et la transition énergétique, ou encore un dossier bibliographique intitulé « Genre et

climat », ainsi que de nombreux travaux du Parlement européen.

Échanges avec les participant·es

Mireia Matencio, ville de Besançon

Les femmes apparaissent souvent comme plus vulnérables que les hommes, mais elles ont peut-être aussi généralement appris à ne pas avouer leurs faiblesses et à agir comme des hommes. Même les femmes qui atteignent des positions de pouvoir n'avouent pas cette différence, parce que cela les mettrait en situation de fragilité. Comment faire pour que les femmes prennent toute leur place dans la société dans ces conditions ?

Par ailleurs, d'une certaine façon, les femmes auraient besoin d'hommes qui les poussent à prendre des positions de responsabilité à l'égal des hommes, parce que le plus souvent, les femmes sont recrutées jusqu'ici pour ce qu'elles sont, alors que les hommes le sont pour ce qu'ils pourraient devenir. Comment faire ?

Barbara Nicoloso

En fait, les femmes sont vulnérables parce qu'elles vivent dans un monde fait pour les hommes. De façon générale, la société n'accepte pas la fragilité, la vulnérabilité, et valorise la performance et la disponibilité, ce qui pose aussi problème à de nombreux hommes qui ne se retrouvent pas dans ce modèle viriliste. Pour autant, il reste très difficile de le remettre en cause dans le monde de l'entreprise ou en politique, où on reprochera à une femme d'être autoritaire, mais jamais à un homme.

Par ailleurs, encore aujourd'hui, les petites filles imaginent le plus souvent que les métiers scientifiques, par exemple, sont des métiers d'hommes. Cet imaginaire pro-masculin est aussi illustré par une histoire assez typique rapportée par une professeure d'histoire : confrontée à des images de l'époque préhistorique dans lesquelles n'apparaissaient que des hommes, une petite fille lui a demandé à quel moment les femmes étaient apparues. Ces deux exemples illustrent le fait que l'impact des représentations communes reste très fort. De la même façon, les livres pour enfants ne représentent le plus souvent que des enfants blancs, ce qui bloque l'imaginaire de nombreuses personnes par la suite.

Et en effet, il n'est pas possible d'attendre, et il faudrait que les hommes prennent conscience que les enjeux d'inclusion les touchent aussi en tant que maris, pères, fils, etc., et qu'ils prennent donc leurs distances avec les logiques de clubs d'hommes dont la version féminine est beaucoup moins développée. En parallèle, nous avons

besoin de pionnières dans un certain nombre de domaines, même si cela reste difficile.

Jules Hébert, Directeur de Grand Paris Climat

Dispose-t-on de données par genre en ce qui concerne les demandes d'aides publiques à la rénovation ? Il est possible que ce genre de tâches soient assumées majoritairement par des femmes, et il faudrait que les personnels qui traitent ce genre de dossiers soient formés pour tenir compte notamment du fait que la plupart des femmes sont moins à l'aise que les hommes dans les domaines techniques.

Barbara Nicoloso

À ma connaissance, il n'existe pas de travaux de recherche en la matière, et il serait intéressant d'ouvrir ce chantier, y compris en ce qui concerne le RAPPEL, ceci en lien avec l'ADEME et/ou l'Anah. Pour autant, lorsque l'on échange avec des professionnel·les de ce genre de métiers, il semble que la partie administrative des dossiers de demandes d'aides est surtout portée par des femmes. En revanche, il a été montré par des sociologues que les banquiers apprécient de façon préférentielle la présence d'un homme, qu'il soit accompagné ou non d'une femme, et que lors de travaux, les artisans s'adressent beaucoup plus aux hommes qu'à leurs compagnes.

Aude Mingam, CCAS de Grenoble

À Grenoble, nous établissons déjà des statistiques à propos du genre des personnes que notre Slime accompagne, qui sont majoritairement des femmes, mais nous pourrions aller un peu plus loin en ce sens. Le RAPPEL pourrait aussi s'intéresser à ce genre de démarches d'ici à sa prochaine journée nationale.

Par ailleurs, en Isère, des groupes d'autodéfense énergétique se sont organisés en s'inspirant des groupes d'autodéfense féministe, et notre action s'inscrit en quelque sorte dans cette logique lorsqu'il faut accompagner les ménages pour qu'ils maîtrisent les moyens de suivre leurs consommations. Ce genre de parallèles me semble porteur.

En outre, dans notre territoire, l'animateur technique des Compagnons bâtisseurs est une animatrice, et le fait qu'elle soit une femme autorise un certain nombre de femmes qu'elle accompagne à se lancer dans des travaux, ce qui semble être un point à retenir en termes de mobilisation des ressources et des ambitions féminines.

Danyel Dubreuil, réseau Cler

Comme cela a déjà été évoqué, il serait très intéressant de faire remonter des données genrées à partir des informations dont disposent le RAPPEL ou l'Anah, ce qui devrait être un préalable à l'adaptation de politiques publiques, notamment en ce qui concerne l'accès aux aides existantes.

Barbara Nicoloso

Il me semble que la question de la connaissance est essentielle. En ce qui concerne l'INSEE, il faudrait sortir de l'approche statistique reposant sur la notion de ménage, qui est très floue, et développer une approche genrée. Par ailleurs, dans des pays tels que la Suède ou l'Autriche, l'approche du gender mainstreaming permet d'examiner en amont l'impact des futures politiques publiques en termes d'inclusion, ceci afin de les adapter au mieux en prenant en compte cet enjeu.

Dans le même ordre d'idées, il faudrait dans le cadre de la transition écologique développer les approches partant des usagers afin d'éviter les approches les plus technicistes. Cela vaut pour les politiques publiques de cette transition, qui devraient abandonner l'approche universaliste pour prendre en compte la diversité des publics, notamment les femmes, mais aussi les enfants ou encore les personnes en situation de handicap, etc. À défaut, le risque est que les politiques de transition soient rejetées pour des raisons d'insuffisance de justice sociale.

Fabienne Courouge, Ville de Paris

Face à la logique de l'universalisme, qui, de fait, favorise les hommes, faut-il favoriser la segmentation des marchés et des politiques publiques, ou aller vers une forme de nouvel universalisme, plus inclusif ?

Barbara Nicoloso

À mon sens, il faut aller vers cette deuxième solution. Il faudrait apporter à toutes et tous des solutions pensées dans une perspective inclusive. Le contre-exemple est celui de voitures réservées aux femmes dans le métro de Mexico, qui ne règle absolument pas le problème des agressions sexuelles. Il ne faut plus attendre, et les décideurs doivent dès aujourd'hui prendre ces questions à bras-le-corps, parce que les changements d'attitude exigeront des décennies.

Les mesures de parité, ou encore le fait que quelques femmes se trouvent à la tête de grandes entreprises, sont pour le moment tout à fait insuffisants. Il serait plus efficace de mettre en place des politiques effectives d'égalité des droits. C'est

d'autant plus urgent que l'intelligence artificielle s'abreuve de biais sexistes, sans même compter avec la montée en puissance d'hommes de pouvoirs masculinistes, qui va croissant.

Enfin, il faudrait disposer des moyens suffisants pour affirmer et soutenir les politiques inclusives, et en parallèle mettre sans aucun doute moins d'argent dans le développement de data centers ou de centrales nucléaires.

Isolde Devalière, CSTB

Il me semble important que rappeler que l'ONPE a produit une étude genrée à partir de l'Enquête nationale Logement de 2020, qui montre notamment des écarts entre hommes et femmes en ce qui concerne le ressenti du froid.